



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1373

17 janvier 2019

- **La tenue des prochaines législatives parmi les priorités gouvernementales pour 2019 en Haïti**
- **Une aggravation du problème du logement, 9 ans après le tremblement de terre du 12 janvier 2010**
- **Don d'environ 18 000 dollars de l'OIF pour la reconstruction de la Radio Télé Kiskeya**
- **La 13^e édition du festival international de jazz en Haïti sous le signe de l'environnement**

>> La tenue des prochaines législatives parmi les priorités gouvernementales pour 2019 en Haïti

La réalisation des élections législatives, prévues en octobre prochain, le programme de redressement structurel, la lutte contre la corruption et contre la contrebande sur la frontière haïtiano-dominicaine, la réduction des dépenses de l'Etat figurent parmi les priorités pour l'année 2019. Telles sont les promesses faites par le président Jovenel Moïse dans un discours, à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle année législative, en assemblée nationale le 14 janvier. En début de séance, les députés Sinal Bertrand et Bélizaire Printemps ont tenté de bloquer l'appel nominal. Ils exigeaient des excuses publiques du président du sénat, Joseph Lambert, qui avait « indexé, lors d'une séance le 4 décembre 2018 au sénat, leur collègue Bélizaire Printemps comme responsable de la fuite du chef de gang Arnel Joseph », lors d'une opération policière. Une entente trouvée en huis clos entre les bureaux des deux chambres, a finalement permis le bon déroulement de la séance, au nom des intérêts supérieurs du pays. Au moment, où Jovenel Moïse tenait son discours, des députés ont brandi une banderole portant le slogan suivant : « Le massacre d'État de La Saline du 13 novembre 2018 ne restera pas impuni ». 71 personnes ont été tuées, lors d'affrontements entre gangs armés, supposément instrumentalisés par des autorités, suivant un rapport du Réseau national de défense des droits humains. Le député Kétel Jean-Philippe du parti politique Organisation du peuple en lutte a soulevé

une pancarte avec l'interrogation *Kot kòb Petro Karibe a ?* (Où est passé l'argent de PetroCaribe). Il s'agit du slogan du large mouvement, initié en août 2018 sur les réseaux sociaux, en faveur de la reddition de comptes sur le gaspillage présumé de plus de 3 milliards de dollars des fonds d'aide vénézuélienne à Haïti. Présentant le bilan des actions de son gouvernement, depuis octobre 2018, le premier ministre Jean-Henry Céant a déclaré exercer le pouvoir « dans l'une des périodes les plus difficiles de l'histoire du pays », en regard des diverses revendications concernant, entre autres, PetroCaribe et les produits pétroliers. Pour sa part, Joseph Lambert a évoqué la mise en place d'un Conseil électoral permanent et le renouvellement des cartes d'identification nationale par l'Office national d'identification, comme défis à relever, entre autres. Plusieurs dizaines de personnes ont tenu un rassemblement devant le parlement pour exprimer leur insatisfaction de l'action parlementaire durant l'année passée. Cette mobilisation est saluée par l'Observatoire citoyen pour l'institutionnalisation de la démocratie (OCID), qui a critiqué la très faible performance du pouvoir législatif. Les parlementaires de la 50^e législature n'ont même pas réalisé la moitié des séances qu'ils devaient organiser au cours de l'année législative écoulée (2017-2018), relève l'OCID. Seulement 7 lois ont été adoptées sur plus d'une cinquantaine qui se trouvent dans les tiroirs des deux chambres.

>> Une aggravation du problème du logement, 9 ans après le tremblement de terre du 12 janvier 2010

La situation du logement en Haïti s'est aggravée, 9 ans après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, qui avait fait environ 300 000 morts et d'immenses dégâts matériels. Les familles des

victimes de la catastrophe continuent de vivre sous des tentes et dans des bidonvilles dans plusieurs communes du département de l'Ouest, indiquent le Bureau des avocats internationaux (BAI), le Mouvement de liberté d'égalité des Haïtiens pour la fraternité (MOLEGRAF), la Coordination des 15 blocs de Canaan (Code-15), le *Kolektif viktim kay kraz* *Pelerin 5* et le *Konbit ayisyen pou lojman altènatif* (KAYLA). Ces organisations signalent une accélération des constructions anarchiques dans le pays, notamment à Canaan (bidonville, érigé au nord de la capitale à partir de l'été 2010), sous le regard de l'Etat, « qui n'a aucune politique en

matière de logements sociaux ». La lutte pour le droit au logement décent est un combat en faveur de la vie et du respect de la dignité humaine. Elle s'inscrit dans le cadre d'un chambardement du système capitaliste, mis en place et qui est incapable de satisfaire les revendications de la population. Cette bataille vise également à favoriser le jugement de toutes les personnes, soupçonnées d'implication dans la dilapidation présumée de plus de 3 milliards de dollars du PetroCaribe, font valoir ces organisations. Ces fonds pouvaient servir à la construction de véritables logements sociaux, regrettent ces organisations.

>> Don d'environ 18 000 dollars de l'OIF pour la reconstruction de la Radio Télé Kiskeya

L'Organisation Internationale de la Francophonie a accordé, le 15 janvier, un don d'environ 18 000 dollars pour la reconstruction de la Radio Télé Kiskeya, ravagée par un incendie dans la soirée du vendredi 21 décembre. Lors d'une cérémonie, un chèque d'un montant de 14 203,44 dollars a été remis au comité de solidarité avec Radio Télé Kiskeya, en vue de la reconstruction de la station. Un lot d'ouvrages, en matière de communication, d'un montant de 3 550,86 dollars, sera également remis à la Radio Télé Kiskeya, fait savoir le directeur du Bureau régional de l'OIF, Emmanuel Adjovi. Ce don vise à manifester concrètement l'apport de la Francophonie au renforcement de la démocratie en Haïti, déclare E. Adjovi. L'Organisation Internationale de la Francophonie a aussi rappelé la lutte menée par les responsables de la Radio Télé Kiskeya pour la démocratie en Haïti. « Soyez assurés que ce fonds sera utilisé à bon escient, et

que compte sera rendu », promet la coordonnatrice du comité de solidarité avec Radio Télé Kiskeya, Magali Comeau Denis. Par ailleurs, le comité de coordination du collectif *Konbit òganizasyon politik sendikal ak popilè* a annoncé, pour le jeudi 17 janvier, une vente-signature collective en solidarité avec la Radio Télé Kiskeya grâce à l'appui d'artistes et de plusieurs auteurs, qui se sont associés au Konbit. La moitié des fonds recueillis lors de cette vente-signature, « sera transférée au compte de Radio Télé Kiskeya, comme contribution à sa remise en ondes imminente, pour la pleine satisfaction de ses nombreux auditeurs et auditrices ». A l'initiative du Collectif du 4 décembre 2013, un marathon est également prévu, le samedi 19 janvier, au local de la municipalité de Delmas, toujours dans cet objectif. L'origine de l'incendie demeure encore inconnue.

>> La 13^e édition du festival international de jazz en Haïti sous le signe de l'environnement

La 13^e édition du festival international de Jazz, prévue du mercredi 19 au mercredi 26 janvier, se lance dans la promotion de l'environnement, en regard notamment des immondices, qui jonchent les rues. « Dans le souci de préserver l'environnement, le festival « Pap Jazz » se met au vert et devient « écoresponsable », a annoncé Milena Sandler-Widmaier, directrice générale de la Fondation Haïti Jazz. Les initiateurs encouragent les consommateurs à remplacer les sacs en plastique par d'autres, qui ne représentent aucun risque pour l'environnement. Réparti à travers 45 concerts, le festival se déroulera notamment à Port-au-Prince et

dans les villes de provinces, dont Cap-Haïtien (Nord), Jacmel (Sud-Est) et les Cayes (Sud), précise la ministre du tourisme et des industries créatives, Marie Christine Stephenson. Ce festival constitue une vitrine pour vendre une autre image d'Haïti, surtout à travers les artistes internationaux de grande renommée, affirme-t-elle. Les scènes seront retransmises en direct ou en différé, afin que les publics européens puissent vivre ce qui se passe en Haïti, indique Jean Mathiot, l'attaché culturel de l'Ambassade de France à Port-au-Prince et directeur de l'Institut français d'Haïti.

A lire également :

- Coopération : Le vote d'Haïti contre le Venezuela fragiliserait davantage le pouvoir en place, estime le député Reynald Exantus (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23962>);
- Migration : Les autorités des Bahamas annoncent la déportation de 45 migrants haïtiens (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23964>);
- Justice : Libération de 33 mineurs en détention préventive prolongée en Haïti (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23969>);
- 600 plantules distribuées à des familles de la population de Ganthier (<http://www.garr-haiti.org/index.php/nouvelles/garr/item/2025-600-plantules-distribu%C3%A9es-%C3%A0-des-familles-de-la-population-de-ganthier>).